

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(81)1534

Vol. 1981/0081

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

Note pour MM. les Membres de la Commission

Procédure écrite

E/1180/81

DELAÏ: VENDREDI 16 OCTOBRE 1981 - 12.00 H.

Observations éventuelles:

à M. WEHRENS (tél. 2362) tél. secr. 2363, bureau Berl. 11/100

Objet : STABEX - avances en faveur de la Gambie, du Sénégal, de l'Ouganda et de Samoa occidentale

Proposition de M. FISANI

Décision proposée :

- décider, en application du système de stabilisation des recettes d'exportation, le paiement des avances suivantes :

<u>Etat ACP bénéficiaire</u>	<u>Produit</u>	<u>Montant en ECU</u>
Gambie	Arachides	1.250.000
Gambie	Huile d'arachide	750.000
Sénégal	Produits de l'arachide	18.000.000
Ouganda	Café	2.000.000
Samoa occidentale	Cacao	685.000
Samoa occidentale	Coprah	430.000
		<u>23.115.000</u>

- autoriser le membre de la Commission chargé du développement à signer les actes relatifs à ces avances avec les représentants des Etats ACP concernés dûment accrédités à cet effet.

Commentaire :

Quatre Etats ACP ont introduit des demandes au titre de l'article 40 § 3 de la deuxième Convention de Lomé, pour le paiement dans le cadre du système de stabilisation des recettes d'exportation (Stabex), et en ce qui concerne l'année d'application 1981, d'avances sur transfert devant compenser des pertes de recettes provenant des produits de l'arachide dans le cas de la Gambie et du Sénégal, du café dans le cas de l'Ouganda, du cacao en fèves et du coprah dans le cas de Samoa occidentale.

Sur base des chiffres fournis par les Autorités des Etats concernés et recoupés par les Services de la Commission, il est proposé le paiement de six avances pour un montant total de 23.115.000 ECU.

P.j.

copie à : MM. MEYER, FACINI,

HELMERMANN

E. NORL
Secrétaire général

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction générale responsable : développement

Services associés

- pour accord -

D.G. du contrôle financier : accord

- pour avis -

Service juridique : avis favorable

R E S U M E

1. Quatre Etats ACP ont introduit des demandes au titre de l'article 40 § 3 de la deuxième Convention de Lomé, pour le paiement dans le cadre du système de stabilisation des recettes d'exportation (Stabex), et en ce qui concerne l'année d'application 1981, d'avances sur transfert devant compenser des pertes de recettes provenant des produits de l'arachide dans le cas de la Gambie et du Sénégal, du café dans le cas de l'Ouganda, du cacao en fèves et du coprah dans le cas de Samoa occidentale.
2. Sur base des chiffres fournis par les Autorités des Etats concernés et recoupés par les Services de la Commission, il est proposé le paiement de six avances, pour un montant total de 23.115.000 ECU.

Objet : Système de stabilisation des recettes d'exportation instauré par la deuxième Convention de Lomé : décision concernant le paiement d'avances pour l'exercice 1981 en faveur de la Gambie, du Sénégal, de l'Ouganda et de Samoa occidentale.

EXPOSE DES MOTIFS

1. Les transferts ayant un effet stabilisateur maximal quand ils sont effectués de manière aussi synchrone que possible par rapport au moment où la baisse de recettes se fait sentir, l'article 40 § 3 de la deuxième Convention de Lomé stipule : "La Commission et l'Etat ACP concerné prennent toutes dispositions utiles pour assurer un transfert rapide. A cette fin, il est notamment prévu de procéder au versement d'avances."
2. Le Gouvernement sénégalais a introduit une demande d'avance pour pallier les conséquences de la très mauvaise récolte d'arachides de la campagne 1980-1981 sur ses exportations d'huile. Cette mauvaise récolte s'explique par des conditions climatiques une nouvelle fois très défavorables concernant un secteur gravement affecté par une succession de mauvaises années. L'impact sur le niveau des exportations de 1981 est d'ores et déjà bien défini dans la mesure où la quasi-totalité des quantités disponibles a été exportée.
3. Les Autorités gambiennes ont présenté une demande d'avance pour pallier les pertes de recettes d'exportation subies durant l'année en cours, suite à une très mauvaise récolte d'arachides pour la campagne 1980-1981. Cette récolte qui représente une chute d'environ 30 % par rapport à la campagne précédente, s'explique par les mêmes conditions climatiques qui ont perturbé la production arachidière du Sénégal.
4. De même, les Services de la Commission ont été saisis par une demande d'avance de la part de l'Ouganda pour compenser les pertes de recettes d'exportation du café. Cette perte incontestable s'explique avant tout par la chute des prix pour le café sur le marché mondial au cours du premier semestre 1981, baisse qui n'a pas pu être compensée par une augmentation des quantités exportées.
5. Une demande d'avance a également été introduite par les Autorités de Samoa occidentale au titre des pertes en recettes d'exportation du cacao en fèves et du coprah. Des conditions climatiques défavorables, des prix mondiaux déprimés ainsi que des difficultés d'écoulement des produits en question ont amené à ce que les exportations des premiers huit mois de 1981 de cacao et de coprah représentent respectivement 16 % et 35 % des exportations totales de l'année précédente.
6. L'étude des données statistiques de 1981 laisse prévoir dans chacun des cas une perte importante dans les recettes d'exportation de ces différents produits. Elle montre que des conventions de transfert pourront être établies sur la base des résultats définitifs de l'année 1981 dans les condi-

tions normales et selon les procédures usuelles pour compenser ces pertes de recettes d'exportation. Des avances à valoir sur chacun de ces transferts sont donc justifiées.

7. Les montants de ces avances ont été fixés en tenant compte des précautions d'usage en matière d'évaluation des montants d'avances sur transfert. Il a été apporté une particulière attention à l'incertitude qui caractérise à l'heure actuelle certains marchés (café, cacao notamment) et au fait que la dotation disponible en ce qui concerne Stabex pour l'année d'application 1981 se monte à 89,75 millions d'Ecus, suite au tirage anticipé de 22 millions, pour 1980, sur décision du Conseil des Ministres ACP-CEE des 9 et 10 avril 1981. (Ce montant pourra être augmenté de 22 millions sur décision du Conseil des Ministres ACP-CEE dans la mesure où cela s'avèrerait nécessaire.)

PROPOSITION DE DECISION

Sur la base de ce qui précède, et sous réserve de l'aboutissement de la procédure de consultation des Etats membres, prévu pour le 19 octobre 1981, la Commission :

1. DECIDE, en application du système de stabilisation des recettes d'exportation, le paiement des avances suivantes :

<u>Etat ACP bénéficiaire</u>	<u>Produit</u>	<u>Montant en ECU</u>
Gambie	Arachides	1.250.000
"	Huile d'arachide	750.000
Sénégal	Produits de l'arachide	18.000.000
Ouganda	Café	2.000.000
Samoa occidentale	Cacao	685.000
"	Coprah	430.000
Total		23.115.000

2. AUTORISE M. Edgard PISANI, Membre de la Commission responsable du Développement, de signer les actes relatifs à ces avances avec les représentants des Etats ACP concernés dûment accrédités à cet effet.

TEXTE D

Bruxelles, le 8 octobre 1981

Note pour MM. les Membres de la Commission

Procédure écrite

E/1180/81

DELAI: VENDREDI 16 OCTOBRE 1981 - 12.00 H.

Observations éventuelles:

à M. WEHRENS (tél. 2362) tél. secr. 2363, bureau Berl. 11/100

Objet : STABEX - avances en faveur de la Gambie, du Sénégal, de l'Ouganda et de Samoa occidentale

Proposition de M. FISANI

Décision proposée :

- décider, en application du système de stabilisation des recettes d'exportation, le paiement des avances suivantes :

Etat ACP bénéficiaire

Produit

Gambie	Arachides	1.250.000
Gambie	Huile d'arachide	750.000
Sénégal	Produits de l'arachide	18.000.000
Ouganda	Café	2.000.000
Samoa occidentale	Cacao	685.000
Samoa occidentale	Coprah	430.000
		23.115.000

- autoriser le membre de la Commission chargé du développement à signer les actes relatifs à ces avances avec les représentants des Etats ACP concernés dûment accrédités à cet effet.

Commentaire :

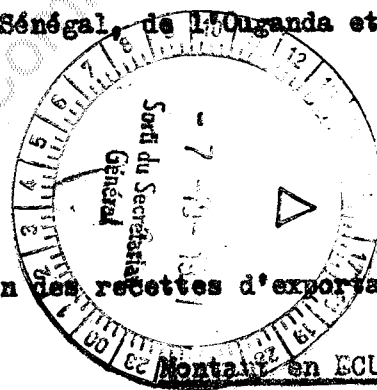
Quatre Etats ACP ont introduit des demandes au titre de l'article 40 § 3 de la deuxième Convention de Lomé, pour le paiement dans le cadre du système de stabilisation des recettes d'exportation (Stabex), et en ce qui concerne l'année d'application 1981, d'avances sur transfert devant compenser des pertes de recettes provenant des produits de l'arachide dans le cas de la Gambie et du Sénégal, du café dans le cas de l'Ouganda, du cacao en fèves et du coprah dans le cas de Samoa occidentale.

Sur base des chiffres fournis par les Autorités des Etats concernés et recoupés par les Services de la Commission, il est proposé le paiement de six avances, pour un montant total de 23.115.000 ECU.

P.j.

copie à : MM. MEYER, FACINI,

E. NORL
Secrétaire général



NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction générale responsable : développement

Services associés

- pour accord -

D.G. du contrôle financier : accord

- pour avis -

Service juridique : avis favorable

Z U S A M M E N F A S S U N G

1. Für das Anwendungsjahr 1981 haben vier AKP-Staaten - im Hinblick auf eine Zahlung im Rahmen des Systems zur Stabilisierung der Exporterlöse (Stabex) und gestützt auf Artikel 40 § 3 des zweiten Abkommens von Lome - Anträge auf Bevorschussung von Jahrestransfers gestellt, welche die Exporterlösausfälle von Erdnussprodukten (Gambia und Senegal), von Kaffee (Uganda) und Kakaobohnen und Kopra (Westsamoa) ausgleichen sollen.
2. Aufgrund der von den Behörden der betreffenden Staaten gelieferten und von den Dienststellen der Kommission überprüften Zahlen wird die Zahlung von sechs Vorschüssen über einen Gesamtbetrag von 23.115.000 ECU vorgeschlagen.

VERMERK FUER DIE MITGLIEDER DER KOMMISSION

Mitteilung von Herrn Edgard PISANI

Betrifft : System zur Stabilisierung der Ausfuhrerlöse aufgrund des zweiten Abkommens von Lome : Beschluss hinsichtlich der Zahlung von Vorschüssen auf das Anwendungsjahr 1981 für Gambia, Senegal, Uganda und Westsamoa.

BEGRUENDUNG

1. Da die Transfers einen maximalen Stabilisierungseffekt nur dann erreichen, wenn sie so bald wie möglich nach dem Zeitpunkt geleistet werden, zu dem sich der Rückgang der Exporterlöse bemerkbar macht, stellt Art. 40 § 3 des zweiten Abkommens von Lome fest : "Die Kommission und der betreffende AKP-Staat treffen alle zweckdienlichen Massnahmen, um einen raschen Transfer sicherzustellen. Zu diesem Zweck können insbesondere Vorauszahlungen geleistet werden."
2. Die Regierung von Senegal hat einen Vorschussantrag gestellt, um die Folgen der sehr schlechten Erndnussernte aus dem Erntejahr 1980/81 auf die Erdnuss-ölexporte zu beheben. Die schlechte Ernte erklärt sich aus den erneut sehr ungünstigen klimatischen Bedingungen, welche den Sektor durch eine Folge schlechter Jahre stark in Mitleidenschaft gezogen haben. Ihre Auswirkung auf die Exporte des Jahres 1981 ist bereits jetzt recht genau abzugrenzen, da praktisch die Gesamtheit der verfügbaren Mengen schon exportiert wurde.
3. Die Regierung von Gambia hat einen Vorschuss beantragt, um den Rückgang der Exporterlöse im laufenden Jahr zu beheben, der sich in der Folge der sehr schlechten Erndnussernte für das Erntejahr 1980-1981 eingestellt hat. Diese Ernte, die einen Rückgang von etwa 30 % im Vergleich zur vorangegangenen Ernte mit sich gebracht hat, erklärt sich durch dieselben Witterungseinflüsse, welche die Erdnussproduktion des Senegals beeinträchtigt haben.
4. Ebenso wurden die Dienststellen der Kommission mit einem Vorschussantrag von Uganda befasst, mit welchem die Erlösverluste aus dem Kaffeeexport ausgeglichen werden sollen. Dieser unbestreibare Verlust erklärt sich vor allem aus dem Verfall der Preise auf dem Weltkaffeemarkt im Laufe des ersten Halbjahres 1981, welcher nicht durch eine Erhöhung der exportierten Mengen aufgefangen werden konnte.
5. Schliesslich hat die Regierung von Westsamoa Vorschussanträge aufgrund der Erlösverluste aus dem Export von Kakaobohnen und Kopra gestellt. Ungünstige klimatische Bedingungen, gedrückte Weltmarktpreise und Absatzschwierigkeiten für die betreffenden Produkte haben dazu geführt, dass die Exporte in den ersten acht Monaten des Jahres 1981 nur 16 % (Kakao) bzw. 35 % (Kopra) der gesamten Jahresexporte des vorangegangenen Jahres erreichten.
6. Die Prüfung der statistischen Daten des Jahres 1981 macht deutlich, dass in jedem dieser Fälle ein erheblicher Verlust in den Exporterlösen der betreffenden Waren vorhersehbar ist. Daher werden auf der Grundlage der endgültigen Ergebnisse des Jahres 1981 unter den normalen Bedingungen und gemäss den üblichen Verfahren Transferabkommen geschlossen werden, um die Exporterlösverluste auszugleichen. Die auf diese Jahrestransfers anzurechnenden Vorschüsse sind daher gerechtfertigt.

- Die Vorschussbeträge wurden unter Berücksichtigung der üblichen Vorsichtsmassnahmen festgesetzt, die auf dem Gebiet der Abschätzung dieser Beträge notwendig sind. Insbesondere wurde die Ungewissheit berücksichtigt, die derzeit manche Märkte (insbesondere Kaffee und Kakao) charakterisiert, sowie die Tatsache, dass die für das System verfügbaren Mittel sich für das Anwendungsjahr 1981 auf 89,75 MECU belaufen, da die Tranche für 1981 durch den Vorgriff von 22 MECU zugunsten des vergangenen Anwendungsjahres bereits belastet worden ist (Beschluss des AKP-EWG-Ministerrats vom 9. und 10. April 1980). (In dem Masse, in dem es sich als notwendig erweist, kann dieser Betrag durch einen Beschluss des AKP-EWG-Ministerrats wieder um 22 MECU erhöht werden.)

VORSCHLAG ZUR BESCHLUSSFASSUNG

Aufgrund der vorstehenden Ueberlegungen und unter dem Vorbehalt des Abschlusses des Verfahrens zur Befassung der Mitglieder, welches auf den 19. Oktober angesetzt ist,

1. BESCHLIESST die Kommission, in Anwendung des Systems zur Stabilisierung der Exporterlöse, die Zahlung der folgenden Vorschüsse :

<u>Begünstigter AKP-Staat</u>	<u>Produkt</u>	<u>Betrag in ECU</u>
Gambien	Erdnüsse	1.250.000
"	Erdnussöl	750.000
Senegal	Erdnusserzeugnisse	18.000.000
Uganda	Kaffee	2.000.000
Westsamoa	Kakaobohnen	685.000
"	Kopra	430.000
Insgesamt		23.115.000

2. BEAUFTRAGT die Kommission Herrn Edgard PISANI als das für Entwicklung zuständige Kommissionsmitglied, die diese Vorschüsse betreffenden Rechtsakten zusammen mit den zu diesem Zweck ordnungsgemäss bevollmächtigten Vertretern der betreffenden AKP-Staaten zu unterzeichnen.

TEXTE E

Note pour MM. les Membres de la Commission

Procédure écrite

E/1180/81

DELAI: VENDREDI 16 OCTOBRE 1981 - 12.00 H.

Observations éventuelles:

à M. WEHRENS (tél. 2362) tél. secr. 2363, bureau Berl. 11/100

Objet : STABEX - avances en faveur de la Gambie, du Sénégal, de l'Ouganda et de Samoa occidentale

Proposition de M. PISANI

Décision proposée :

- décider, en application du système de stabilisation des recettes d'exportation, le paiement des avances suivantes :

<u>Etat ACP bénéficiaire</u>	<u>Produit</u>	<u>Montant en ECU</u>
Gambie	Arachides	1.250.000
Gambie	Huile d'arachide	750.000
Sénégal	Produits de l'arachide	18.000.000
Ouganda	Café	2.000.000
Samoa occidentale	Cacao	685.000
Samoa occidentale	Coprah	430.000
		<u>23.115.000</u>

- autoriser le membre de la Commission chargé du développement à signer les actes relatifs à ces avances avec les représentants des Etats ACP concernés dûment accrédités à cet effet.

Commentaire :

Quatre Etats ACP ont introduit des demandes au titre de l'article 40 § 3 de la deuxième Convention de Lomé, pour le paiement dans le cadre du système de stabilisation des recettes d'exportation (Stabex), et en ce qui concerne l'année d'application 1981, d'avances sur transfert devant compenser des pertes de recettes provenant des produits de l'arachide dans le cas de la Gambie et du Sénégal, du café dans le cas de l'Ouganda, du cacao en fèves et du coprah dans le cas de Samoa occidentale.

Sur base des chiffres fournis par les Autorités des Etats concernés et recoupés par les Services de la Commission, il est proposé le paiement de six avances pour un montant total de 23.115.000 ECU.

P.J.

copie à : MM. MEYER, FACINI,

WEHRENS

E. NCRL
Secrétaire général

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction générale responsable : développement

Services associés

- pour accord -

D.G. du contrôle financier : accord

- pour avis -

Service juridique : avis favorable

S U M M A R Y

1. Four ACP States have presented requests under Article 40 § 3 of the second Lomé Convention concerning the payment of advances on transfers for the year of application 1981, according to the system for stabilization of export earnings (Stabex). These advances are intended to compensate losses of export earnings derived from groundnut products in the case of the Gambia and Senegal, of coffee in the case of Uganda, and cocoa beans and copra in the case of Western Samoa.
2. On the basis of figures supplied by the authorities of the ACP States concerned, and cross-checked by the Services of the Commission, the payment of six advances is proposed, totalling 23.115.000 ECU.

NOTE FOR THE ATTENTION OF THE MEMBERS OF THE COMMISSION

Communication from Mr. Edgard PISANI

Subject : System for stabilization of export earnings set up by the second Lomé Convention : decision concerning the payment of advances for the 1981 year of operation in favour of the Gambia, Senegal, Uganda and Western Samoa.

SUMMARY MEMORANDUM

1. Transfers having their maximum stabilizing effect when made as soon as possible following the impact of the loss of earnings, Article 40 § 3 of the second Lomé Convention stipulates : "The Commission and the ACP State concerned shall take such steps as are required to ensure that transfers are made rapidly. To that end, provision shall be made for the payment of advances."
2. The Senegalese Government has presented an advance request to lessen the effects of the very poor groundnut harvest in 1980-1981 on its groundnut oil exports. This bad harvest is the result of yet another successive year in which unfavorable rainfall patterns have severely affected the agricultural sector. The impact on the level of export earnings for 1981 can already be well defined since most of the available crop has been exported.
3. The Gambian authorities have presented an advance request to compensate the losses of export earnings during 1981, as a result of a very poor groundnut crop in 1980-81. This crop has fallen by 30 %, compared with the previous year, as a result of the same climatic conditions which have been mentioned in the case of Senegal.
4. An advance request has been received from the Ugandan authorities, for loss of export earnings from coffee. This undeniable loss is principally due to the fall in the world price of coffee during the first half of 1981, a fall which has not been compensated by an increase in the quantity exported.
5. Western Samoa has presented an advance request concerning cocoa beans and copra. Unfavorable climatic conditions, low world prices, and transport difficulties have combined to depress earnings from cocoa beans and copra during the first eight months of 1981 to respectively 16 % and 35 % of total exports in the previous year.
6. The examination of the 1981 figures leads to the expectation of a significant loss of export earnings in each case. It demonstrates that a transfer convention would be established on the basis of the final 1981 figures under normal conditions and according to the standard procedures for the compensation of export earnings losses. The advances on each of these transfers are therefore justified.

The amounts of these advances have been fixed taking into account normal precautions in the evaluation of the amounts of these advances. It should be noted in particular that a great deal of uncertainty characterizes certain markets at present (especially coffee and cocoa) and that the annual Stabex allocation for the year of application 1981 amounts to ECU 89.75 million, as a result of an advance drawing in 1980, following the Decision of the ACP-EEC Council of Ministers of 9 and 10 April 1981. (This amount could be increased by ECU 22 million by decision of the ACP-EEC Council of Ministers, where this is found to be necessary.)

PROPOSAL FOR A DECISION

On the basis of the above, and under the reserve of a successful conclusion of the procedure of consultations with the Member States, expected for the 19 October 1981, the Commission :

1. DECIDES, in application of the system for stabilization of export earnings, upon the payment of the following advances :

<u>Beneficiary ACP State</u>	<u>Products</u>	<u>Amounts in ECU</u>
Gambia	Groundnuts	1.250.000
"	Groundnut oil	750.000
Senegal	Groundnut products	18.000.000
Uganda	Coffee	2.000.000
Western Samoa	Cocoa beans	685.000
"	Copra	430.000
Total		23.115.000

2. AUTHORIZES Mr. Edgard PISANI, Member of the Commission responsible for development, to sign the documents relative to these advances with the duly accredited representatives of the ACP States concerned.